

UOB : la réalité académique désespérante d'une université mal gouvernée

Par Tom Frédéric MAMBENGA YLAGOU et Mike MOUKALA NDOUMOU*

Libreville/Gabon

À l'orée de cette année, un brin de lumière renaissante semblait surgir de la longue torpeur qui plombe l'Université Omar Bongo (UOB), il y a, déjà, près de deux décennies, avec une pointe accentuée ces dernières années. Depuis un mois, quelques signes annonciateurs de renouveau dissipaient l'agonie régnante: une partie conséquente des impayés de vacations a été réglée ; une reprise des cours qui s'intensifiait ; le restaurant universitaire qui rouvrait après deux ans de fermeture ; des étudiants qui reprenaient espoir à l'ombre de l'arbre à palabres ou dans les salles des cours ; la bibliothèque qui ne désespérait plus même aux heures de repas...

Tout cela apparaissait comme le résultat d'un patient travail d'apaisement et d'actions concrètes menées par le ministère de l'Enseignement supérieur, les syndicats des enseignants-chercheurs (FRAPES et SNEC), des ATOS (Administratifs, Techniciens et Ouvriers spécialisés...), par les autorités rectorales et par les organisations étudiantes. Pourtant, on ne sait pour quelles raisons profondes le Conseiller du Recteur a remué le mal qui sommeillait ?

La tribune libre du conseiller « stratégique » du Recteur de l'Université Omar Bongo intitulée « SNEC et FRAPES ou la synthèse d'un syndicalisme universitaire dévoyé », parue dans l'Union du 19 février 2018 ne constitue pas un élément favorisant la renaissance prolongée de cette aube nouvelle tant souhaitée, au sein de la plus ancienne et la plus grande université gabonaise. Cet article, certainement le produit d'une haute consultation administrative endogène, assène un ensemble de contrevérités et de méconnaissance gravissime de la pratique syndicale qui nous oblige, en tant que présidents de la FRAPES et du SNEC-UOB, à rompre le silence moral que nous observions depuis des semaines, afin de ne pas livrer notre outil de travail à la déconsidération publique. Mais il y a des silences rompus qui ont une portée salvatrice, car ils permettent de rétablir la réalité à l'endroit.

VISION EGOÏSTE * Pour un nombre considérable d'acteurs de l'Université Omar Bongo, enseignants-chercheurs, personnels administratifs, techniques et étudiants, l'absence d'une orientation concertée et un véritable programme de gouvernance de cet établissement d'enseignement supérieur public sont l'une des causes avérées de sa crise, malgré « la grande vision stratégique » tant clamée par ses dirigeants. Jamais une équipe rectorale n'est apparue aussi impopulaire, de la technicienne de surface à l'administratif, de l'étudiant à l'enseignant, c'est le même terrible constat : la réalité académique désespérante d'une université mal gouvernée. Voici les éléments les plus saignants de cette réalité: En février 2013, lorsque l'actuelle équipe rectorale de l'UOB fut désignée, nous saluons la venue d'un « aîné à l'expérience certaine et avisée », car il semblait ouvert et disposé au dialogue, à la consultation et au respect des normes réglementaires universitaires. De plus, il avait su fédérer au sein de son département de Géographie autour d'un projet académique et de recherche. Cependant, au bout d'un an d'exercice, le désenchantement survint. Les organes insti-

tutionnels de l'UOB, tels le Conseil d'Université et le Conseil d'Administration qui orientent le programme d'action d'une université ne se sont plus tenus, exceptés celui de 2014 et le dernier Conseil d'Administration de 2018 organisé grâce au pragmatisme du ministre de l'Enseignement supérieur et à la pression des syndicats. La vision rectorale de l'université s'est réduite à l'organisation constante d'un Conseil rectoral, constitué d'une administration que le recteur avait proposée à la nomination, où on l'écoute religieusement pendant des longues heures et où les décisions semblent ficelées à l'avance, sans aucune contradiction.

Il nous est arrivé de subir des humiliations lors de ces réunions parce que nous osions des propos nuancés ou opposés à telle vision du Rectorat. Le Rectorat a réduit le potentiel et le dynamisme intellectuel ou créatif des collègues, enseignants-chercheurs de rang A au mutisme, voire à un état traumatique.

RINGARDISE * L'équipe rectorale se vante d'avoir une vision stratégique de l'Université Omar Bongo, alors que les syndicats sont, estime-t-elle, habités par une conception matérialiste et sociale basique. Cependant, une analyse de quelques éléments constitutifs de cette vision révèle, en réalité, une conception peu innovante et moderne de l'Université. Dans la vision de M. le Recteur de l'UOB, reprise en dogmes prophétiques par ses fidèles conseillers, deux syntagmes apparaissent constamment : corporations scientifiques et sociétés savantes.

La notion de corporation est devenue péjorative dans le monde universitaire français après mai 1968, car elle renvoyait à un renfermement protectionniste des savoirs universitaires et à une sauvegarde des intérêts particuliers qui apparaissaient comme des privilèges excessifs. Pour comprendre la nature de ces contenus, il faut partir des représentations et du symbolisme des termes « corps » et « corporation » au Moyen-Age français, fondés sur une conception liturgique chrétienne, faisant du corps une « matière spiritualisée et sacrée » pour laquelle on doit un culte intimiste et non un usage vulgaire à la manière païenne et roturière. Cette perception s'étend alors sur le substantif dérivé « corporation » qui désignait un groupement disciplinaire fondé sur la transmission initiatique d'un savoir et d'un savoir-faire rigoureusement protégés et interdits de vulgarisation, autrement dit peu enclins à être divulgués hors de la sphère corporatiste. Les sociétés savantes qui sortent des universités médiévales d'Europe occidentale sont dans ce sens des corporations qui regroupent des érudits d'une discipline. Elles signifient ordre et norme qui résultent du même symbolisme initiatique.

Depuis plusieurs décennies, le lexique scientifique universitaire français a remplacé ces termes par deux substantifs plus associatifs, « équipe » et « groupe » qui vont davantage avec l'idée de démocratisation et d'ouverture des savoirs universitaires vers une vulgarisation sociale. Ce changement de paradigme est fondamental pour saisir le fonctionnement de l'Université publique française qui nous sert de modèle. Ainsi, on parle « d'équipe de recherches », « de groupe de recherches » ou encore « d'unité de recherches ». Les sociétés savantes ne sont pas des groupements institution-

nels des universités françaises. Elles sont des groupes de réflexions disciplinaires qui ont certes une certaine relation avec l'université, sans y être logées et fonctionnent sous le régime associatif de la Loi 1901 régissant les associations laïques à but non lucratif en France. Ces usages anciens sont peu en vigueur dans les universités, mêmes anglo-saxonnes où ils perdurent encore ça et là. On comprend l'héritage de M. le Recteur qui a été formé au Canada dont le fonctionnement reste proche de l'orthodoxie universitaire médiévale sur un certain nombre d'aspects symboliques. Sa vision des collations universitaires ressort de ce même symbolisme initiatique nostalgique des époques révolues où le savoir universitaire était sanctuarisé comme dans un processus de sacrement liturgique. On voit bien qu'avec des tels anachronismes perçus comme des aspects de « la vision stratégique », l'UOB est loin d'un cheminement vers la modernisation de ses pratiques académiques.

HISTOIRE SYNDICALE DE L'UOB * Il est surprenant de voir qu'un contemporain oculaire de l'Université Omar Bongo de ces deux dernières décennies ignore comment s'est recomposé le paysage syndical universitaire depuis 2000. Faut-il rappeler la réalité des faits historiques ?

En 2000, lorsque la FRAPES est créée par quelques anciens leaders du mouvement étudiant du 17 janvier 1990 dont le Pr. Frédéric Mambenga, Jean Fidèle Magwangou et d'autres enseignants-chercheurs (Prs Etienne Nsié, Patrick Mouguiama, Serge Pambou, Victorien Koumba, Camille Ambassa, Guy Lemamy...), le SNEC est en léthargie, seule la section de l'USTM semble dynamique. Le Bureau du Collectif des Enseignants-Chercheurs qui est créé comme intersyndicale pour gérer la grève qui vient d'être déclenchée est majoritairement composée d'adhérents de la FRAPES et du Collectif des Enseignants-chercheurs de l'USTM que dirigeait Jean Rémy Yama. En 2002, lorsque le mouvement de grève s'enlise après une année de fermeture totale des universités publiques et des grandes écoles, la FRAPES quitte le Collectif national, car elle estime que le Gouvernement a répondu à une partie significative des revendications des enseignants-chercheurs. Des principales réformes visées par le mouvement enseignant, il y a l'urgence de rénovation académique des universités publiques, la création des pôles scientifiques à l'USTM et à l'UOB... En 2002, la radicalisation de la grève par le Bureau du Collectif, amputé de la démission des membres de la FRAPES, conduit le Gouvernement à interdire cette intersyndicale. Sans une structure syndicale légale, le Bureau du Collectif se voit offrir généreusement la direction du SNEC par le Pr. Affane Nguema, alors Président. Jean Rémy Yama récupère une organisation syndicale qui n'avait plus son lustre d'antan et va lui insuffler un renouveau ; alors que la FRAPES voit une partie de ses membres fondateurs être happés par les responsabilités administratives ou politiques. Elle ne s'est pas remise de cette fragilisation initiale. Il est inexact d'affirmer que la FRAPES est le rejeton du SNEC. Les revendications académiques et scientifiques portées par la FRAPES, le Collectif des Enseignants-Chercheurs de l'USTM et par le SNEC au sein du Collectif national ont été satisfaites. Elles constituent des jalons es-

sentiels à la mise en place du LMD initié par le Recteur Jean Emile Mbot entre 2004-2006.

On ne refait pas l'histoire en la tronquant par des contrevérités. L'histoire est une discipline qui s'appuie sur la confrontation des documents écrits !

APPROXIMATION ET INEFFICACITE* En quatre ans de Gouvernance de l'actuelle équipe rectorale, quel bilan en tirer ?

Peu de choses réalisées sur le plan académique. Pis, l'UOB ne s'est jamais aussi mal portée. Quelques faits visibles depuis longtemps l'attestent. Pourquoi la « vision stratégique » n'a-t-elle pas pu résoudre quelques questions académiques des plus simples ? Par exemple, le bicéphalisme fonctionnel du LMD entre les deux facultés n'a jamais été à l'ordre du jour. De même, la structuration des centres de recherches ou des laboratoires, la professionnalisation de certains parcours pédagogiques n'ont véritablement pas été des enjeux stratégiques, alors qu'un travail important initial a été effectué par l'équipe rectorale précédente et le Conseil scientifique. Depuis sa prise de fonction en février 2013, cette équipe rectorale n'a jamais présenté un schéma académique quadriennal ou quinquennal de l'Université.

Nous ne cessons aussi de souligner l'absence d'une vision organisée des recrutements des enseignants-chercheurs permanents, des vacataires et de la main d'œuvre non permanente ; tout comme nous signifions qu'une université qui ne renouvelle pas ses conventions universitaires accentue son isolement scientifique. Faudrait-il omettre de citer les nombreux voyages rectoraux sans incidences sur le projet académique et de recherche de l'Université ou encore des conventions interuniversitaires signées qui ne profitent qu'à une infime partie de la communauté universitaire, en général celle de proximité avec les pouvoirs administratifs de l'Université ?

Il nous a paru impérieux de montrer quelques faits de la réalité académique désespérante d'une université mal gouvernée ; réalité qui émane d'une « vision stratégique » reposant sur l'impressionnisme verbal, l'immobilisme administratif et la traque des opinions contraires à la vision rectorale. Durant quatre années, les enseignants-chercheurs de l'Université Omar Bongo ont été traités de façon irrespectueuse parce qu'ils n'adhèrent point à une orientation universitaire peu galvanisante et ringarde, parce que des responsables syndicaux osent réclamer au nom de tous les collègues le fruit de leur travail supplémentaire, alors que dans le même temps, l'équipe rectorale ne passe pas trois mois en se privant d'importants revenus issus d'avantages exorbitants de leurs charges administratives.

Il est temps de penser un vrai projet académique et social de l'UOB, nous voudrions faire de l'Assemblée générale des Enseignants-chercheurs de l'UOB de ce samedi 24 février 2018 l'instant d'un dépassement salutaire de la longue traversée nébuleuse. Nous refusons les prophéties incertaines ! Il faut changer !

*Maître de Conférences/HDR, président de la FRAPES et Maître de Conférences, président du SNEC-UOB